

« Donner à voir, agir. Place et rôle des systèmes alimentaires comme instrument politique dans l'accès aux droits des exilé.e.s » (titre temporaire)

PROJET DE THÈSE en socio-anthropologie de l'alimentation

Sabine MEÏER

au sein du laboratoire **CERTOP** - Centre d'Étude et de Recherche Travail Organisation Pouvoir, UMR-CNRS 5044 ; Axe de recherche SANTAL

sous la codirection de **Laurence TIBÈRE** – Professeure habilitée à diriger des recherches en socio-anthropologie de l'alimentation à l'Université Toulouse Jean-Jaurès, vice-présidente et membre du CERTOP UMR-CNRS 5044, Fellows de l'Institut Convergences Migrations et de **Chantal CRENN** – Professeure d'anthropologie à l'Université Montpellier Paul Valéry, UMR SENS, Fellows de l'Institut Convergences Migrations

1. Contexte de la recherche

L'« *émigration-immigration* » tout comme l'alimentation sont des faits sociaux totaux (Sayad, 1977 ; Mauss, 1950) : elles sont inhérentes aux sociétés, transcendant toute institution sociale. Les études mêlant ces deux champs de recherche se multiplient autour des enjeux de l'intégration sociale, de l'adaptation socioculturelle, du métissage : tout d'abord focalisées sur la consommation multiculturelle (Tibère, 2009) et le lien à la ville (Bouly de Lesdain, 2002 ; Hassoun, 2009 ; Raulin 1990, 2009 ; Crenn, 2011), elles se penchent désormais sur le ressort solidaire et culturel que constituent la préparation et le partage de nourritures dans l'espace public en temps de « crise » migratoire européenne¹, terme utilisé pour qualifier l'arrivée d'exilées d'Afrique et du Moyen-Orient à la suite des conflits de 2015 (Blanchard et Rodier, 2016). Est apparue dans les discours médiatique et politique une tension entre « droit des citoyens » et « droit des immigrés » sur laquelle l'État français s'appuie pour (ré)actualiser un traitement juridique et social différencié des personnes migrantes. Ce serait dans ce cadre que Kombila décrit un renforcement des contrôles et des enfermements administratifs (2016). Ces tensions aboutissent à des réactions politiques individuelles et collectives : le débat sur le délit de solidarité a été l'occasion de rediscuter de la légitimité d'actes de désobéissance civile dans un État de droit devenu inopérant selon une partie de la société civile (Lendaro, 2018). Aujourd'hui, les associations ou collectifs d'individus jouent un rôle fondamental dans une « *solidarité institutionnelle par l'engagement* » (Bouquet et Jaeger, 2020), et deviennent parfois à leur tour l'objet d'un traitement judiciarisé².

En parallèle, nous constatons sans peine la production prolifique d'objets et d'événements culturels autour des cuisines « du monde », faites par (et théoriquement pour) des personnes exilées à l'initiative d'organismes humanitaires ou d'acteurs de l'action sociale privées³. Pour finir, la cuisine est (re)devenue un outil de médiation au service des pouvoirs publics pour des catégories de populations éloignées de l'emploi, et fait l'objet entre autre d'appels à projets divers de l'État et d'institutions privées, qui se catalysent en période de crise sanitaire et

1 Les thèses en cours de Sarah Marchiset en anthropologie (Bordeaux 3 - UMR Passages) intitulé « *Alimentation et espaces public en contexte migratoire français et girondin : une mise en lumière des dynamiques d'(in)hospitalité et de co-constructions identitaires entre établis et outsiders* » et de Lucile Lebrette en anthropologie sociale et ethnologie (Paris, EHESS) intitulé « *Entre assignations institutionnelles et pratiques d'émancipation : mises en scène identitaires des exilés* » ; ou encore le programme de recherche européen FOOD2GETHER : <https://heranet.info/projects/public-spaces-culture-and-integration-in-europe/food2gather-exploring-foodscapes-as-public-spaces-for-integration/>

2 GISTI, *Délit d'aide au séjour « dans une démarche d'action militante »*, 2017 : <http://www.gisti.org/spip.php?article5736>; Caritas Europa, « *Prise de position. La criminalisation de la solidarité envers les migrants* », 20 Juin 2019 (en ligne) accessible à l'URL : <https://www.caritas.eu/wordpress/wp-content/uploads/2019/07/CE-criminalisation-solidarite-FR-2019.pdf>

3 Nous n'en citerons que quelques-uns d'une longue liste : Grandmas Project, Le Refugee Food Festival, « *Femmes d'Ici, Cuisines d'Ailleurs* » (Jenny, 2017), « *Les Cuistots migrants* » (2019), « *Cuisines d'Ailleurs* » (Cimade, 2020), *Projet Tout le Monde à Table* (2021) : <https://www.reserverunbar.fr/blog/article/34/restauration-un-projet-de-reprise-solidaire-met-tout-le-monde-a-table>

sociale de la Covid. Mais que signifie cet emballement autour des nourritures dans le champ du social ? Qu'est-ce que cela signifie sur le traitement de l'altérité aujourd'hui en France ?

2. Problématique

Finally, nous problématisons à ce stade notre travail comme suit : **comment les acteurs s'emparent des dispositifs d'aide (publics ou privés) pour investir ou inventer à partir de l'alimentation, des zones d'intervention auprès des populations migrantes ? Et qu'est-ce que cela nous dit sur l'organisation politique et sociale de l'hospitalité en France ? Et sur les statuts socio-anthropologique et sociopolitique de l'alimentation ?**

Nous entendons par « *hospitalité* », « le fait de recevoir chez soi », qui dans l'acception idéale kantienne ne prend sens que dans l'action désintéressée, sans réciprocité ni condition. Elle serait comme inhérente au comportement de tout individu en société. Agier rappelle que l'acte d'hospitalité comporte une violence pour l'hôte et l'accueilli, et qu'il est permis justement parce qu'il existe des lois d'hospitalité. Ainsi, il ne peut être pensé hors de son contexte social (Agier, 2018). L'« hospitalité » est aussi un terme-pivot de la réflexion critique quant à la posture des états européens vis-à-vis de l'éthique et de la mise en oeuvre d'une protection internationale. Le risque de ce « saisissement » sociopolitique est de réduire la notion d'hospitalité au simple accueil alors que sa réalité est complexe : « *celle de l'accueil d'un nouveau-venu au sein d'un monde et de la dynamique qui le prolonge – le nouveau-venu renvoyant à une pluralité de figures au même titre que ce monde est susceptible de prendre une diversité de formes* » (Stavo-Debauge, Deleixhe et Carlier, 2018).

3. Le prisme des nourritures pour penser le politique : hypothèses de recherche

Cette étude propose de s'emparer du fait alimentaire de manière innovante et pluridisciplinaire dans le cadre d'une étude sociétale « revisitée » (Lendaro, 2012), au croisement de la socio-anthropologie de l'alimentation, des sociologies de l'immigration, de l'action politique et du droit.

Nous faisons l'hypothèse que l'alimentation, trop souvent ignorée comme objet de lutte des « *outsiders* » pour leurs droits, constituerait un « instrument » pour la réalisation d'objectifs politiques précis. Nous pensons que ce serait justement par son statut apolitique que l'alimentation trouve son efficacité dans le politique. En ce sens, nous chercherons à comprendre en quoi le statut bio-psycho-social de l'alimentation permet de rendre visible des formes d'emphases compassionnelles induites par le « *nouvel ordre humanitaire mondial* » (Fassin, 2010) et en quoi cela impacte le lien social, ainsi que les politiques d'accueil en France.

Une deuxième hypothèse concerne le statut de l'alimentation en France. Nous faisons le constat que l'alimentation se trouve au croisement d'enjeux environnementaux, patrimoniaux et sociaux, et qu'en ce sens, elle a évolué ces dernières décennies. En parallèle, l'aspect culturel des personnes immigrées reste une facette consommable de l'altérité, enviable et plaisante : l'« exotisme » (culinaire), « (...) *c'est l'« autre » lointain ou plutôt le pôle positif (ou attirant) de cet « autre » lointain, rencontré par l'Occident dans ses entreprises précoloniales puis coloniales* » (Hassoun & Raulin, 1990 : 120), et postcoloniales. Nous faisons l'hypothèse que ce double phénomène amène les gouvernements humanitaires à faire appel aux nourritures comme instrument d'intervention privilégié auprès des populations migrantes. Nous pensons même qu'elles seraient devenues des « matières performatives », permettant une combinaison nouvelle dans la construction de mesures hospitalières en France. Nous questionnerons alors les discours accolés sur l'alimentation dans les domaines de l'humanitaire, la solidarité, la commensalité ou la découverte (exotisme culinaire).

Enfin, nous supposons que l'émergence de l'alimentation comme support d'intervention rend propice la création de nouvelles zones d'intervention des personnes migrantes et de la société civile en générale pour mettre en oeuvre des actions hospitalières. Nous nous attacherons aux stratégies de détournement comme la mise en scène identitaire des acteurs ou structures militantes, ou encore les systèmes d'actions concrets mis en oeuvre derrière les financements par projet. Nous faisons l'hypothèse que l'usage de l'espace social alimentaire donne du pouvoir : par l'indépendance financière qu'elle peut fournir dans la conjoncture consumériste actuelle ; mais aussi par la

manifestation d'un pouvoir d'agir en structurant les rapports sociaux au sein d'un groupe social étendu, lui-même situé dans un système politique dépendant d'une « *solidarité de l'engagement* ».

4. Méthodologie de l'enquête

Tout au long de cette recherche, nous privilégierons notre présence sur le terrain, la participation et les échanges directs avec les enquêté.e.s en mobilisant des outils d'enquête de type compréhensifs ; cependant qu'un premier travail consistera en un recensement et une analyse discursive.

4. a) *Revue de littérature, recherche épistémologique*

Nous commencerons par réaliser des lectures sur le statut des nourritures dans le lien à la solidarité depuis l'apparition de cette notion juridique en 1840 en France, ainsi que sur le droit à l'alimentation de l'échelle mondiale à l'échelle régionale dès son inscription dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948. Parallèlement, nous recenserons et analyserons les financements par projet des structures de la solidarité gouvernementales et non gouvernementales s'adressant aux personnes précaires et plus précisément nous serons attentive à la mobilisation de l'alimentation, à la catégorisation des publics et aux objectifs visés. Nous nous saisirons de la crise de la Covid comme d'un catalyseur, d'un révélateur des formes de solidarités et d'hospitalité politiquement privilégiées.

Nous tenterons une comparaison avec les formes de solidarité dans d'autres pays européens : comme l'Allemagne et la Grèce : quelles formes de solidarité sont attendues (ou non) et par qui envers les personnes cherchant la protection internationale ? Quelle y est la place et le rôle de l'alimentation ? Nous adopterons une « *posture conventionnaliste* » pour comprendre l'usage des catégories de l'altérité socialement « acceptables ».

4. b) *Étude comparative localisée : échelle régionale en Occitanie*

Dans un deuxième temps, nous réaliserons une étude comparative localisée dans **quatre structures militantes (associations, collectifs) dont l'objet social se cristallise autour de l'accès aux droits des personnes exilées dans la Région Occitanie via des activités dans le système alimentaire**. Nous y choisirons deux structures en milieu urbain (Toulouse)⁴ et deux autres en milieu rural (Tarn et Ariège). En effet, nous pensons que l'intensité des rapports sociaux en milieu urbain et la proximité avec les espaces de production alimentaire en milieu rural modifient entre-autre le rapport et les possibles autour de l'activité alimentaire et du maillage territorial solidaire. L'échelle régionale s'apprécie dans son acception fonctionnelle et administrative, mais aussi comme « *supports d'identification et de rattachement* » (Négrier et Simoulin, 2018 : 91).

Nous privilégierons une ethnographie au long cours au sein de ces organisations et mobiliserons des outils d'enquête compréhensifs : entretiens semi-directifs approfondis auprès de deux enquêté.e.s exilé.e.s dans chaque structure, complétés par des entretiens semi-directifs avec des acteurs y officiant (exilés ou non) et de l'observation participante sur des périodes continues (tenue d'un journal de terrain). Nous privilégierons le faire-avec et l'utilisation d'outils par l'enquêtrice tout comme par les enquêté.e.s eux/elles-mêmes comme la photographie, de courtes vidéos, un journal de bord écrit ou oral, etc. (à définir avec les enquêté.e.s). Nous tenons particulièrement à participer aux activités des structures au quotidien, à concevoir notre travail comme une « *expérimentation partagée* » (Lendaro, 2018 : 189). Plusieurs axes de recherche/réflexions nous intéresseront :

- comprendre la manière dont sont saisies ou non les outils institutionnels (appels à projet, fondements juridiques, les services publics et privés, etc.) et la manière dont cela oriente les actions discursives et concrètes d'organisations militantes dans le temps et l'espace.

4 Nous avons choisi de faire une partie de notre terrain dans une structure associative toulousaine qui projette de demander l'agrément OACAS autour d'une activité solidaire de cantine. L'OACAS est actuellement le seul statut légal qui permette de mener une activité avec contre-partie financière avec des personnes sans droit de travail sur le territoire français. Une ethnographie dans ce type d'organisation constituera un enjeu corollaire à ce projet de thèse.

- analyser les stratégies d'acteurs dans la mise en avant de ce qui se dit (mise en scène) et de ce qui se fait. Un des objectifs principaux étant de comprendre l'impact réel des actions permises par l'activité alimentaire sur l'accès aux droits des personnes exilées. Nous nous joignons à la vision de Clochard qui voit dans les tâches ordinaires ou quasi-quotidiennes un préalable aux actions radicales (2016/2), ce qui nous permet de placer l'alimentation et l'espace culinaire plus particulièrement dans celles-ci.

Nous emprunterons quelques outils à la sociologie des réseaux sociaux qui prend sens dans une approche sociétale « revisitée », sur les formes organisationnelles par lesquelles les unités sociales entretiennent des relations plus ou moins développées. Le sens donné à ces relations sera la fruit d'une analyse fonctionnelle. Nous pensons que la médiation de l'alimentation permet d'étendre un réseau et d'assurer une certaine stabilité dans des espaces sociaux multiples.

5. Les enjeux de la recherche : résultats attendus

Les enjeux scientifiques de ce travail se situent autour de la production d'un savoir « de l'intérieur » sur les politiques publiques et la migration au travers du prisme inédit de l'« *espace social alimentaire* » (Poulain, 2002). Cette réflexion attendue sur les fondements et la nature des liens sociaux entre des individus « établis » et des « outsiders » d'une société, rentre dans les problématiques de recherche de l'axe « Formes d'engagement et différenciations » du département INTEGER de l'Institut Convergences Migrations. Mais parce que nous traiterons de manière pluridisciplinaire de l'hospitalité et de l'impact de politiques publiques envers des personnes migrantes, le projet entre également dans les axes « Espaces interstitiels » (GLOBAL) et « Trajectoires migratoires et politiques publiques » (POLICY). Notre réflexion nous invitera à reconsidérer ce que l'on entend et attend des actions de « solidarités » ou d'hospitalité aujourd'hui en France, à saisir une « vérité » au sens de Foucault qui nous pousse à agir selon des gouvernements particuliers. Par ailleurs, une des visées principales de ce travail cherche à comprendre la construction de dynamiques de pouvoir « par le haut » et « par le bas », qui se structurent autour du fait alimentaire, ce qui rentre totalement dans les objectifs scientifiques fixés par le laboratoire Certop, et notamment dans son Axe de recherche SANTAL, dans lequel ce projet se réalisera.

6. Temporalité de la recherche

Calendrier prévisionnel : du 1^{er} Octobre 2021 à fin Septembre 2024

	2021	2022	2023	2024
Revue de littérature				
Recensement, analyse épistémologique				
Terrain urbain		6 mois		
Terrain rural			6 mois	
Analyse				
Rédaction				9 mois

7. Bibliographie sélective

AGIER Michel, *L'étranger qui vient : repenser l'hospitalité*, Paris : Seuil, 2018, 145p.

BOULY DE LESDAIN Sophie. Alimentation et migration, une définition spatiale. Isabelle Garabuau- Moussaoui, Élise Palomares, Dominique Desjeux. *Alimentations contemporaines*, L'Harmattan, pp.173-189, 2002. (en ligne) accessible à l'URL : https://halshs.archives-ouvertes.fr/file/index/docid/120762/filename/Alimentation_et_migration.pdf

BLANCHARD Emmanuel & RODIER Claire, « « Crise migratoire » : ce que cachent les mots », *Plein droit*, 2016/4 (n° 111), p. 3-6. URL : <https://www.cairn.info/revue-plein-droit-2016-4-page-3.htm>

CLOCHARD Olivier, « Révoltes, protestations et « résistances du quotidien ». Des étrangers à l'épreuve de la détention », *Migrations Société*, 2016/2 (N° 164), p. 57-72. DOI : 10.3917/migra.164.0057. URL : <https://www.cairn.info/revue-migrations-societe-2016-2-page-57.htm>

CRENN Chantal, « « vieillir » dans deux pays : une situation alimentaire « combinée » pour les migrants retraités « Sénégalais » de Bordeaux », *Gérontologie et société*, 2011/4 (vol. 34 / n° 139), p. 99-115. URL : <https://www.cairn.info/revue-gerontologie-et-societe1-2011-4-page-99.htm>

FASSIN Didier. *La raison humanitaire. Une histoire morale du présent*. Paris : Le Seuil, 2010.

GUIGNAT Tiphaine, « L'exception Emmaüs », *Plein droit*, 2020/3 (n° 126), p. 24-27. DOI : 10.3917/pld.126.0026. URL : <https://www.cairn.info/revue-plein-droit-2020-3-page-24.htm>

HASSOUN Jean-Pierre & RAULIN Anne. « Homo exoticus ». In Sophie Bessis. Mille et une bouches. Cuisines et identités culturelles, Autrement, pp.119-130, 1995, Série Mutations mangeurs 154. (en ligne) accessible à l'URL : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00077969/document>

HASSOUN Jean-Pierre, « Moderniser « l'ethnique » pour développer l'urbain. La venue d'une industrie de la feuille de brick dans une ville de banlieue [1] », *Genèses*, 2009/3 (n° 76), p. 52-75. URL : <https://www.cairn.info/revue-geneses-2009-3-page-52.htm>

KOMBILA Hilème, « Le respect des droits fondamentaux des migrants non ressortissants de l'Union européenne », *Informations sociales*, 2016/3 (n° 194), p. 28-36. DOI : 10.3917/inso.194.0028. URL : <https://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2016-3-page-28.htm>

LENDARO Annalisa, « Frontières territoriales et frontières symboliques », *Hommes & migrations* [En ligne], 1296 | 2012, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/1521>

LENDARO Annalisa, « Désobéir en faveur des migrants », *Journal des anthropologues* [En ligne], 152-153 | 2018, mis en ligne le 30 avril 2020, consulté le 08 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/jda/6915>

MAUSS Marcel. *Sociologie et Anthropologie*, Paris : Presses Universitaires de France, (1ère édition), 1950.

NÉGRIER Emmanuel et SIMOULIN Vincent, « Fusionner des politiques régionales. La recomposition des régions françaises au prisme de l'Occitanie », *Droit et société*, 2018/1 (N° 98), p. 91-110. URL : <https://www-cairn-info.gorgone.univ-toulouse.fr/revue-droit-et-societe-2018-1-page-91.htm>

POULAIN Jean-Pierre. *Sociologies de l'alimentation. Les mangeurs et l'espace social alimentaire*, Paris : Presses Universitaires de France, « Quadrige », 2002.

RAULIN Anne. *Consommation et adaptation urbaine. Des minorités en région parisienne*. In: Sociétés contemporaines N°4, Décembre 1990. Relations interethniques. pp. 19-36; (en ligne) accessible à l'URL : https://www.persee.fr/doc/socco_1150-1944_1990_num_4_1_973

RAULIN Anne, « Minorités urbaines : des mutations conceptuelles en anthropologie », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 25 - n°3 | 2009, mis en ligne le 01 décembre 2012, consulté le 01 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/remi/4983>

SAYAD Abdelmalek. *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité. Tome 1 : L'illusion du provisoire*. Préface de Pierre Bourdieu, Paris : Raisons d'agir, Coll. « Cours et travaux », 2006, 216p.

SAYAD Abdelmalek. « Les trois "âges" de l'émigration algérienne en France ». In: *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 15, juin 1977. Sociologie historique du mandarinat. pp. 59-79.

SCOTT James. *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*. New Haven (CT), Yale University Press, 1990

STAOVO-DEBAUGE Joan, DELEIXHE Martin Deleixhe et CARLIER Louise, « HospitalitéS. L'urgence politique et l'appauvrissement des concepts », *SociologieS* [En ligne], Dossiers, HospitalitéS. L'urgence politique et l'appauvrissement des concepts, mis en ligne le 13 mars 2018. URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/6785>

TIBÈRE Laurence. *L'alimentation dans le vivre-ensemble multiculturel. L'exemple de La Réunion*, Paris : Editions l'Harmattan, 2009.